



Communiqué de presse de l'intersyndicale Éducation de Loire-Atlantique (FSU, UNSA, SUD, CFTD)

Une école publique abîmée par l'austérité

Réuni ce 29 janvier, le CSAD second degré s'est tenu dans un contexte de dégradation du service public d'éducation. L'intersyndicale éducation de Loire-Atlantique a refusé de participer au vote sur la dotation horaire du département en CSAD 2nd degré. Elle appelle les personnel·le·s à rester extrêmement vigilant·e·s lors de la présentation des DHG et des opérations de préparation de rentrée dans les établissements et à faire connaître toutes les situations critiques.

1 365 postes sont supprimés dans le second degré et 2 229 dans le premier degré au niveau national. Au niveau départemental, ce sont 37 postes qui ferment en collège.

L'intersyndicale éducation de Loire-Atlantique dénonce l'affaiblissement de l'éducation prioritaire, dû au refus de l'État de réviser une carte obsolète depuis 7 ans. De nombreux établissements aux indicateurs relevant de l'éducation prioritaire ne bénéficient pas des moyens nécessaires, créant des inégalités pour les personnels, les élèves et leurs familles. L'intersyndicale éducation de Loire-Atlantique exige un travail immédiat avec les OS pour réviser la carte de l'éducation prioritaire.

Au-delà de la seule éducation prioritaire, les moyens sont contraints : manque de personnels pour remplacer les enseignants, manque d'AED dans de nombreux établissements, AESH et personnels santé-sociaux en nombre insuffisant·e·s.

Les décisions ministérielles ignorent la réalité des établissements. La baisse démographique ne doit pas servir de prétexte à une réduction des moyens, mais permettre au contraire d'améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves.

Nantes, le 29 janvier 2026